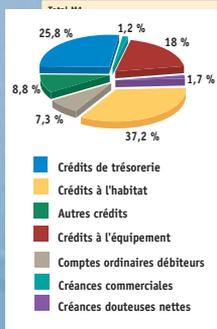




Bulletin trimestriel

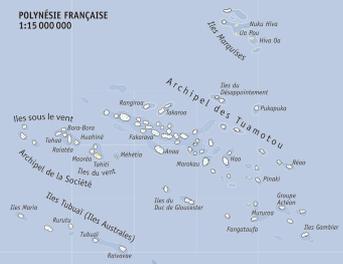
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 144 - Statistiques au 30/09/2010

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

<i>Synthèse</i>	4
<i>Annexes</i>	8
<i>Méthodologie</i>	8
<i>1. Les avoirs financiers des agents économiques</i>	10
1.1 <i>Les avoirs des ménages</i>	11
1.2 <i>Les avoirs des sociétés</i>	12
1.3 <i>Les avoirs par nature</i>	13
<i>2. L'endettement des agents économiques</i>	14
2.1 <i>L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
2.2 <i>L'endettement auprès des établissements de crédit locaux</i>	18
2.3 <i>Le réescompte</i>	19
<i>3. Les engagements sectoriels</i>	20
<i>4. Les indicateurs de vulnérabilité</i>	22
<i>5. Les échanges de valeurs</i>	22
<i>6. Rappel des taux</i>	22
6.1 <i>Les taux règlementés</i>	22
6.2 <i>Les principaux taux de marché</i>	22
6.3 <i>Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	23
6.4 <i>Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers</i>	23
6.5 <i>Taux de l'usure</i>	23

Evolution monétaire et financière internationale

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1^{er} semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3^{ème} trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2^{ème} trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien des liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25%, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé le 19 octobre la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3^{ème} trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de

se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20 réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

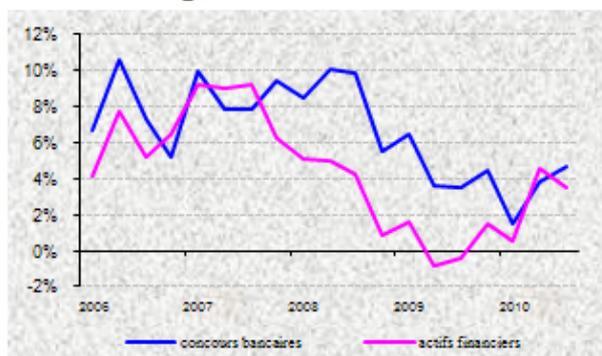
En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

Redressement timide de l'activité des banques polynésiennes

A l'instar de l'indicateur de climat des affaires des entreprises polynésiennes, dont le redressement s'est poursuivi au troisième trimestre 2010, l'activité des établissements de crédit de la place a affiché quelques signes de reprise au début du second semestre 2010, bien que teintés de fragilité.

Après plusieurs trimestres de progression modérée, la collecte de dépôts et l'octroi de crédits auprès des agents économiques ont enregistré une accélération de leur rythme de croissance à compter de juin 2010. Ces signaux encourageants s'accompagnent cependant d'une nouvelle dégradation de la sinistralité du portefeuille des banques, témoignant des difficultés de remboursement persistantes de leur clientèle.

Evolution en glissement annuel



Augmentation sensible de l'épargne à long terme des ménages et des dépôts à vue des sociétés

Au 30 septembre 2010, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élevait à 484,7 milliards de F CFP. Si l'encours global a reculé de 1,1 % sur les trois derniers mois, il a crû de 3,5 % par rapport à septembre 2009.

Les avoirs monétaires des ménages ont faiblement progressé au troisième trimestre de l'année, à +1,6 % en rythme annuel. Sur le trimestre, ils ont enregistré une baisse de 0,4 %.

Evolution de l'épargne des ménages



Les ménages continuent d'orienter leur épargne vers des comptes sur livrets, dont l'encours a progressé de 4 % en un an au détriment des placements indexés sur les taux du marché. En dépit d'une légère remontée de leur taux de rémunération, au cours du troisième trimestre 2010¹, l'encours des comptes à terme s'est contracté de 11,4 % en glissement annuel.

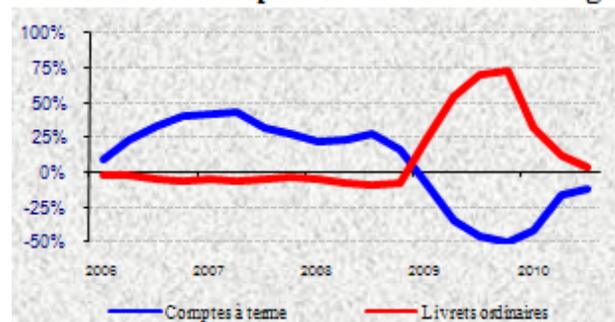
A la faveur d'un taux de rémunération plus attractif, les ménages polynésiens ont opéré un arbitrage au profit des produits d'épargne à long terme,

¹ La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois était de 0,88 % en septembre 2010, contre 0,727 % en juin 2010 et 0,771 % en septembre 2009.

privilégiant notamment les contrats d'assurance-vie². Leur encours enregistre une progression sensible sur le trimestre (+ 5,3 %) comme sur l'année (+ 20,4 %).

Pour leur part, les dépôts à vue des ménages ont stagné par rapport au trimestre précédent (- 0,1 %) et ont crû à un rythme modéré sur l'année, à + 1,8 %.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



Contrairement aux ménages, les sociétés ont connu une forte croissance de leurs actifs financiers, de l'ordre de 3 % sur le trimestre et de 18 % en un an. Cette évolution résulte des progressions conjointes de leurs dépôts à vue (+ 17,4 % en rythme annuel) et de leurs comptes à terme (+ 30,8 %), les sociétés disposant d'une assise solide ayant à la fois souhaité optimiser une partie de leur avoirs tout en conservant des liquidités immédiatement disponibles.

Evolution des dépôts à vue des sociétés

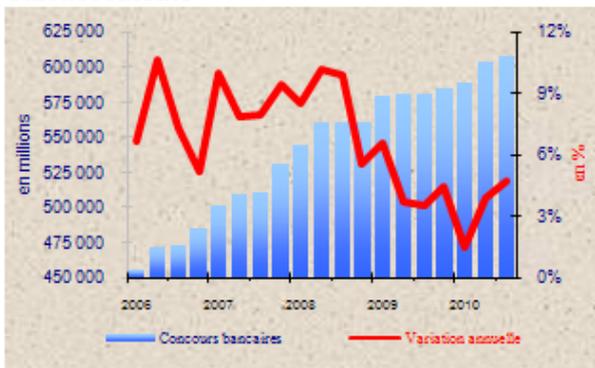


Faible croissance des concours bancaires des ménages, hausse sensible de l'encours des entreprises.

Au troisième trimestre 2010, l'encours des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'est élevé à 607,2 milliards de F CFP en hausse de 4,7 % en glissement annuel.

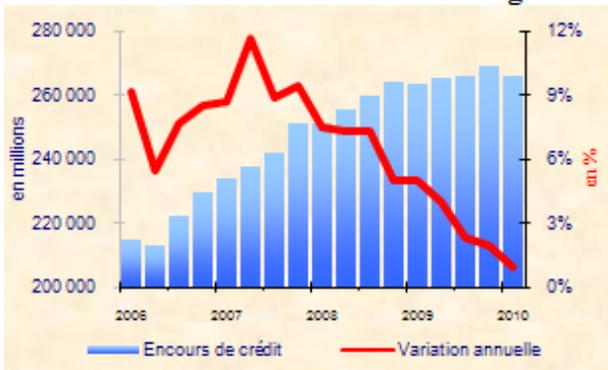
² En dépit d'un rendement en baisse en 2010, leur niveau de rémunération avoisine les 3,6 % en moyenne, un niveau sensiblement plus élevé que celui des comptes sur livrets ou à terme.

Evolution des concours bancaires de tous les établissements



L'encours des crédits sains aux ménages s'est élevé à 267,6 milliards de F CFP au 30 septembre 2010. Il s'est inscrit en hausse de 0,3 % sur le trimestre et n'a augmenté que de 0,1 % en un an, sous le double effet du ralentissement de l'activité de crédit sur ce marché¹ et du déclasserment de certaines créances.

Evolution de l'endettement des ménages



Les crédits à l'habitat des ménages (60 % de leur encours) ont augmenté de 2,5 % par rapport à septembre 2009, soit le plus faible taux de croissance annuel observé depuis de nombreuses années. Si cette moindre performance découle de l'extinction progressive des dispositifs PAB et PHB, la mise en œuvre, en septembre 2010, d'un nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers² pourrait stimuler la demande sur le dernier trimestre de l'année, comme en témoigne le vif intérêt suscité par le prêt d'accès au logement, dont l'enveloppe s'est tarie en moins de deux mois.

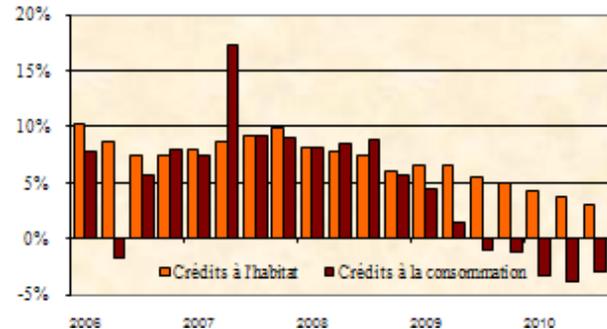
Pour sa part, la consommation des ménages continue de pâtir d'une conjoncture économique morose et

¹ Le taux de croissance annuel de l'encours sain des ménages n'a cessé de ralentir depuis plus d'un an : +7,3 % en septembre 2008, +5 % en décembre 2008 et en mars 2009, +4,4 % en juin 2009, +2,9 % en septembre 2009, +2,6 % en décembre 2009, +1,5 % en mars 2010 et +0,2 % en juin 2010.

² Ce dispositif est constitué du prêt d'accès à la propriété (PAP), de la prime à l'investissement des ménages (PIM) et du prêt incitatif au logement (PIL).

d'un marché de l'emploi en repli³. Ainsi, l'encours des crédits à la consommation des ménages a reculé de 3 % en glissement annuel, conséquence à la fois d'une baisse des crédits de trésorerie (-2,4 %) et d'un moindre recours au découvert (-7,5 %).

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



De son côté, l'encours sain des crédits aux entreprises s'est établi à 192,6 milliards de F CFP en septembre 2010. En retrait de 0,3 % par rapport au second trimestre, il s'inscrit en progression de 2,4 % en glissement annuel, résultant néanmoins d'évolutions contrastées.

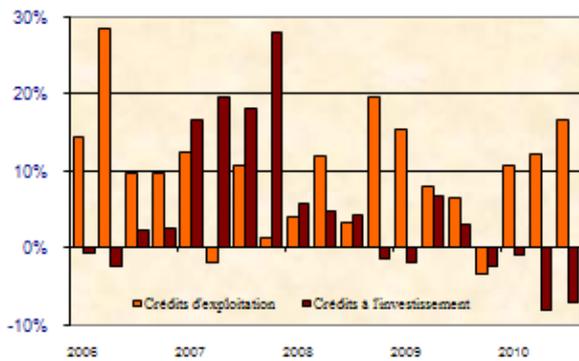
Les crédits d'exploitation ont fortement augmenté entre septembre 2009 et septembre 2010 (+16,6 %). Dans le détail, la progression marquée des crédits de trésorerie en l'espace d'un an s'explique essentiellement par une opération isolée d'un montant élevé réalisée au premier trimestre 2010⁴. Par ailleurs, sur le seul dernier trimestre, leur encours s'est replié de 4,5 % témoignant du faible niveau de leur courant d'affaire. Les difficultés de trésorerie des entreprises se sont également traduites par un recours accru au découvert, leurs comptes ordinaires débiteurs s'inscrivant en hausse de 8,7 % sur les trois derniers mois et de 19,3 % sur l'année.

Confrontés à l'atonie de l'activité économique polynésienne et à une absence de visibilité à moyen terme, les chefs d'entreprises se sont à nouveau montrés réticents à investir dans leur appareil productif, les crédits à l'équipement ont ainsi reculé de 1,7 % sur le trimestre et de 7,2 % sur l'année.

³ En septembre 2010, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 1,6 % en rythme annuel.

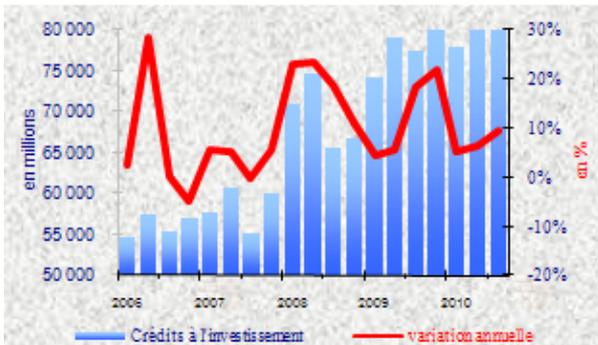
⁴ Déduction faite du montant de cette opération importante, les crédits de trésorerie des entreprises s'inscrivent en baisse de 1,1 %.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Au troisième trimestre 2010, l'encours sain des collectivités locales (88 milliards de F CFP), a crû de 8,3% en rythme annuel, à la faveur d'une progression de la part du financement bancaire de l'investissement public. Ainsi, les crédits à l'équipement ont crû de 1,2 % sur le trimestre et de 9,5 % en l'espace d'un an.

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Baisse du coût du crédit aux entreprises et aux particuliers.

Des enquêtes sur le coût du crédit réalisées par l'IEOM de juillet à août 2010 auprès des établissements de crédit de la place, il ressort une baisse générale des conditions débitrices tant pour les entreprises que pour les particuliers.

Le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises a été évalué à 4,68 %, en retrait de 10 points de base en comparaison annuelle. La baisse du coût du crédit a surtout concerné les crédits à moyen et long terme (- 38 pb), ceux à court terme affichant une légère hausse (+ 6 pb).

Le coût moyen du crédit aux particuliers s'est quant à lui inscrit en retrait de 101 points de base par rapport à l'enquête de juillet-août 2009, la baisse des taux étant particulièrement sensible pour les découverts (-109 pb) et les prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP (- 90 pb).

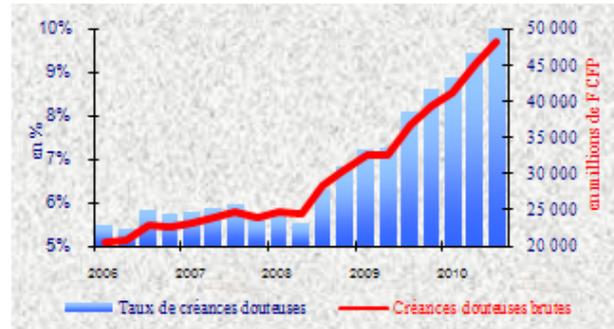
De nombreux secteurs sont concernés par une baisse de leurs engagements

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître à fin septembre 2010 une baisse des engagements à court, moyen et long termes en faveur d'un grand nombre de secteurs. Ainsi, le BTP (- 26,2 %) a pâti de l'insuffisance de nouveaux chantiers structurants alors que l'hôtellerie-restauration (- 9,2 %) est affectée par les difficultés du secteur du tourisme, malgré l'amélioration de la fréquentation touristique sur le troisième trimestre 2010. Seuls les services et le commerce ont observé une hausse significative de leurs encours (+ 6,2 % et +1,7 % en glissement annuel).

Une sinistralité des agents économiques polynésiens toujours marquée

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens a poursuivi sa dégradation au troisième trimestre 2010. S'élevant à 48,6 milliards de F CFP en septembre 2010, les créances douteuses brutes ont enregistré une nouvelle hausse de leur encours : + 6,3 % sur le trimestre et + 31,6 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses atteignent désormais 10 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (8,1 % en septembre 2009 et 9,4 % en juin 2010).

Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
<i>Agriculture, élevage, pêche</i>	<i>10</i>
<i>Industrie</i>	<i>20</i>
<i>Construction</i>	<i>30</i>
<i>Commerce</i>	<i>40</i>
<i>Hôtellerie - Restauration</i>	<i>52</i>
<i>Transport</i>	<i>51A</i>
<i>Services</i>	<i>51B, 52B, 53</i>

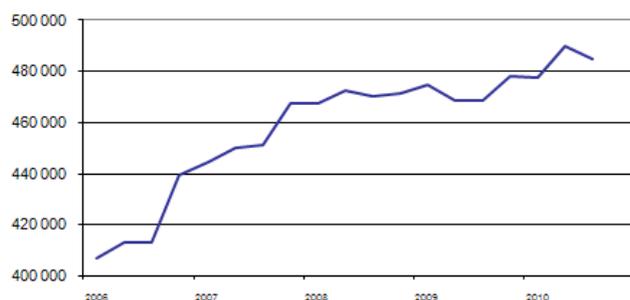
Conjoncture financière et bancaire

1. Les avoirs financiers des agents économiques

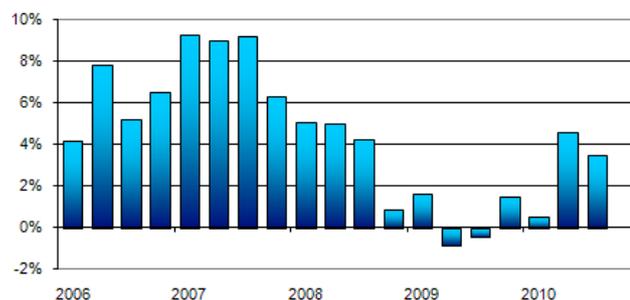
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
Sociétés	84 944	84 928	93 078	94 722	94 694	105 485	105 940	108 524	111 778	3,0%	18,0%	
Dépôts à vue	40 680	43 080	48 942	47 598	56 236	67 450	67 910	64 670	65 997	2,1%	17,4%	
Placements liquides ou à court terme	43 129	40 931	42 929	46 566	37 991	37 528	37 493	43 318	45 234	4,4%	19,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	2	2	0	0	0	0	0	0			
Placements indexés sur les taux du marché	43 129	40 929	42 926	46 565	37 991	37 527	37 493	43 318	45 234	4,4%	19,1%	
dont comptes à terme	24 573	29 541	31 562	35 113	31 565	31 663	32 830	39 375	41 275	4,8%	30,8%	
dont OPCVM monétaires	1 557	4 869	5 515	3 878	2 458	2 302	2 234	2 266	2 226	-1,7%	-9,4%	
dont certificats de dépôts	13 088	2 248	2 623	2 423	688	1 631	1 093	383	452	18,1%	-34,3%	
Epargne à long terme	1 135	916	1 207	559	467	508	537	536	547	2,0%	17,0%	
dont OPCVM non monétaires	1 122	787	1 076	440	304	341	368	364	370	1,6%	21,8%	
Ménages	272 210	286 379	309 515	320 601	320 471	319 062	322 631	326 945	325 748	-0,4%	1,6%	
Dépôts à vue	65 373	69 037	71 379	68 324	72 441	72 274	73 094	73 862	73 768	-0,1%	1,8%	
Placements liquides ou à court terme	138 572	146 943	163 407	184 330	175 167	171 366	169 152	171 545	167 368	-2,4%	-4,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	75 631	70 093	64 971	58 125	102 691	106 443	107 737	107 751	106 844	-0,8%	4,0%	
Livrets ordinaires	75 223	69 857	64 765	57 925	102 476	106 222	107 511	107 527	106 623	-0,8%	4,0%	
Comptes d'épargne logement	251	237	207	200	215	221	227	224	221	-1,4%	2,8%	
Placements indexés sur les taux du marché	62 941	76 850	98 436	126 205	72 476	64 923	61 414	63 794	60 524	-5,1%	-16,5%	
dont comptes à terme	50 341	67 387	89 332	114 005	62 567	56 664	54 135	58 022	55 406	-4,5%	-11,4%	
dont bons de caisse	8 299	5 008	4 490	4 931	4 420	4 157	3 886	2 689	2 366	-12,0%	-46,5%	
dont OPCVM monétaires	4 301	4 455	4 614	7 270	5 490	4 101	3 394	3 084	2 752	-10,8%	-49,9%	
Epargne à long terme	68 265	70 398	74 729	67 947	72 863	75 422	80 386	81 538	84 611	3,8%	16,1%	
Plans d'épargne logement	11 200	11 846	11 720	11 428	12 178	12 570	13 496	13 681	13 687	0,0%	12,4%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Portefeuille-titres	5 369	4 303	3 346	2 045	4 821	5 335	5 499	5 504	5 637	2,4%	16,9%	
OPCVM non monétaires	15 068	14 295	15 358	7 581	6 750	6 617	6 370	6 184	6 160	-0,4%	-8,7%	
Contrats d'assurance-vie	36 628	39 955	44 305	46 892	49 114	50 899	55 020	56 168	59 127	5,3%	20,4%	
Autres agents	35 603	41 879	48 740	55 207	53 264	53 740	48 826	54 636	47 168	-13,7%	-11,4%	
Dépôts à vue	10 404	11 935	12 042	19 775	21 246	19 307	14 180	20 242	12 643	-37,5%	-40,5%	
Placements liquides ou à court terme	10 997	16 202	21 894	23 445	20 072	22 224	21 703	21 562	21 218	-1,6%	5,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1 335	1 280	1 254	1 078	1 781	1 951	2 004	2 476	2 358	-4,8%	32,4%	
Placements indexés sur les taux du marché	9 662	14 922	20 640	22 367	18 292	20 273	19 699	19 086	18 860	-1,2%	3,1%	
dont comptes à terme	3 937	9 823	15 857	16 700	17 587	19 697	18 926	14 582	17 899	22,7%	1,8%	
Epargne à long terme	14 202	13 741	14 804	11 987	11 945	12 210	12 943	12 832	13 307	3,7%	11,4%	
TOTAL	392 757	413 185	451 333	470 531	468 429	478 287	477 397	490 105	484 694	-1,1%	3,5%	
Dépôts à vue	116 457	124 053	132 364	135 697	149 923	159 031	155 183	158 774	152 409	-4,0%	1,7%	
Placements liquides ou à court terme	192 699	204 077	228 230	254 341	233 230	231 117	228 348	236 425	233 821	-1,1%	0,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	76 966	71 375	66 227	59 203	104 471	108 394	109 741	110 227	109 202	-0,9%	4,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	115 733	132 702	162 002	195 137	128 759	122 723	118 606	126 198	124 618	-1,3%	-3,2%	
Epargne à long terme	83 602	85 056	90 739	80 493	85 275	88 140	93 866	94 906	98 465	3,8%	15,5%	

Total des actifs financiers

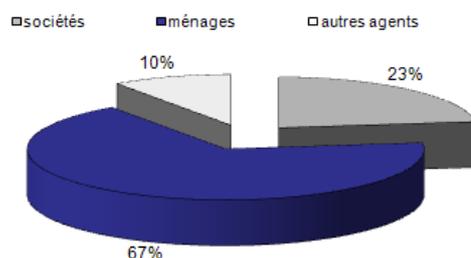
Encours (en millions de F. CFP)



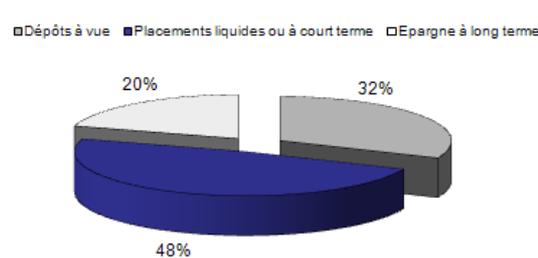
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-10



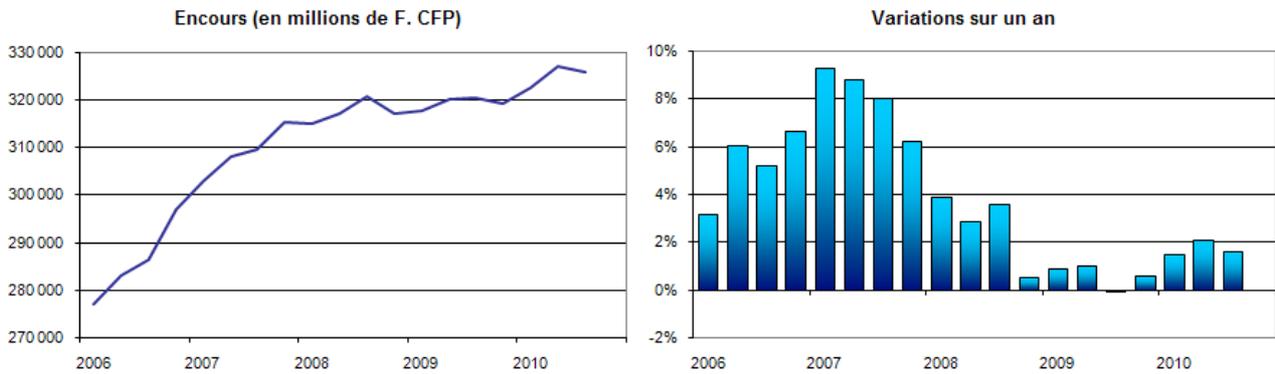
Répartition des actifs financiers par nature sept-10



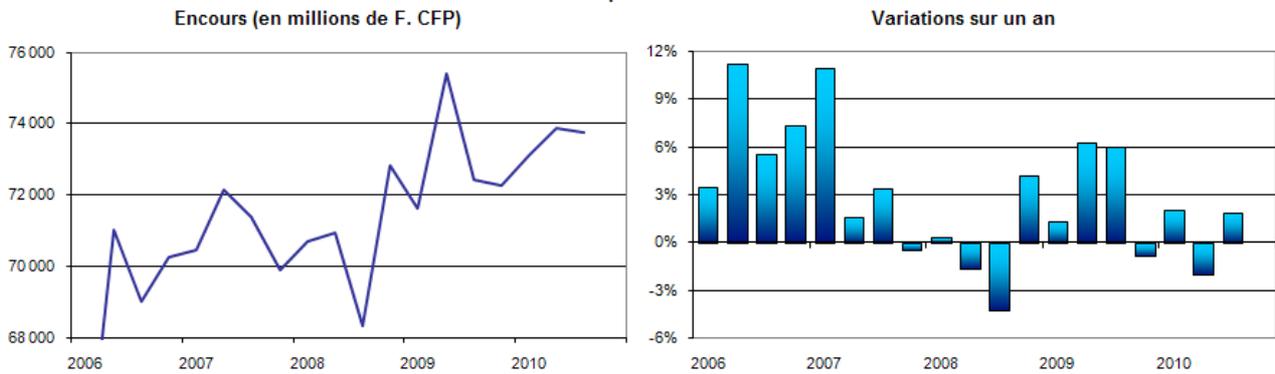
Conjoncture financière et bancaire

1.1. Les avoirs des ménages

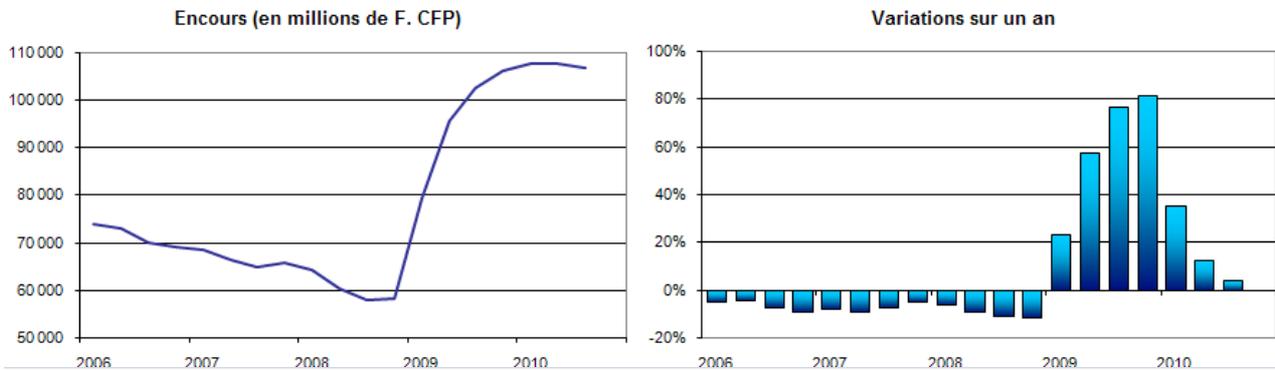
Total des actifs financiers



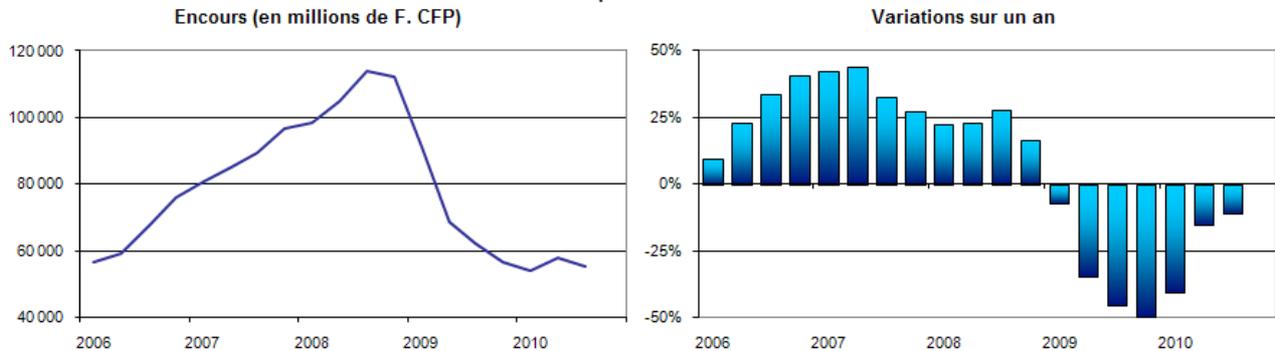
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

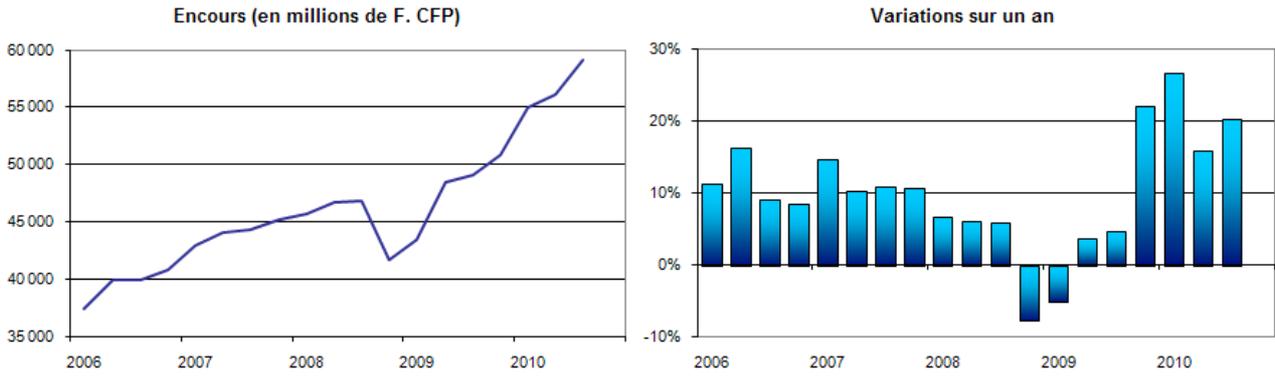


Dépôts à terme



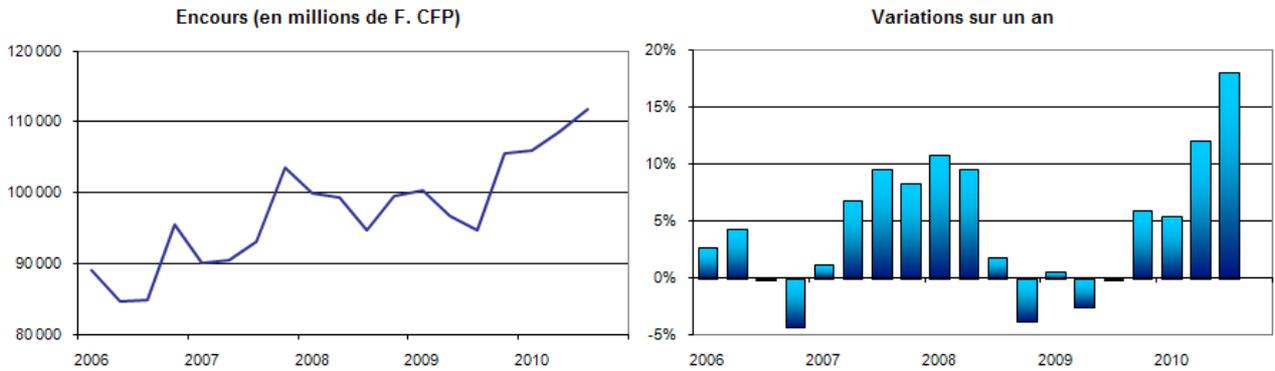
Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

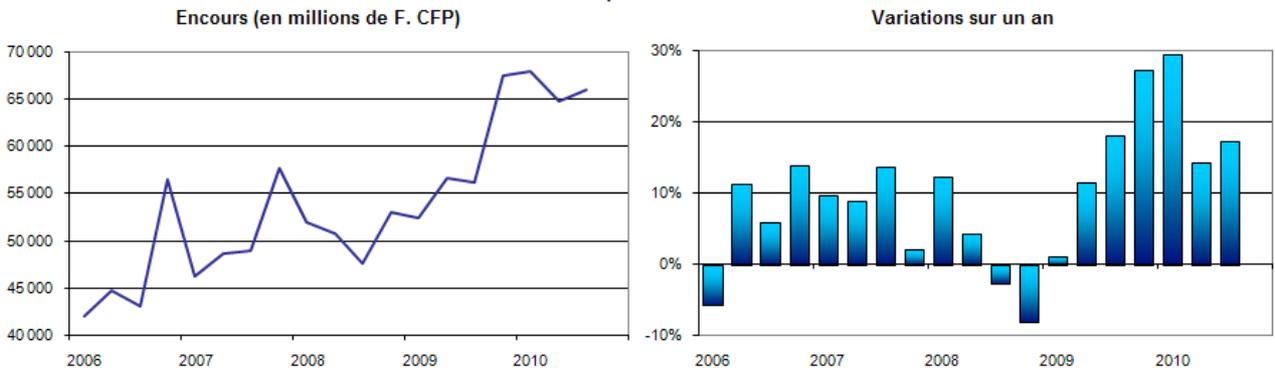


1.2. Les avoirs des sociétés

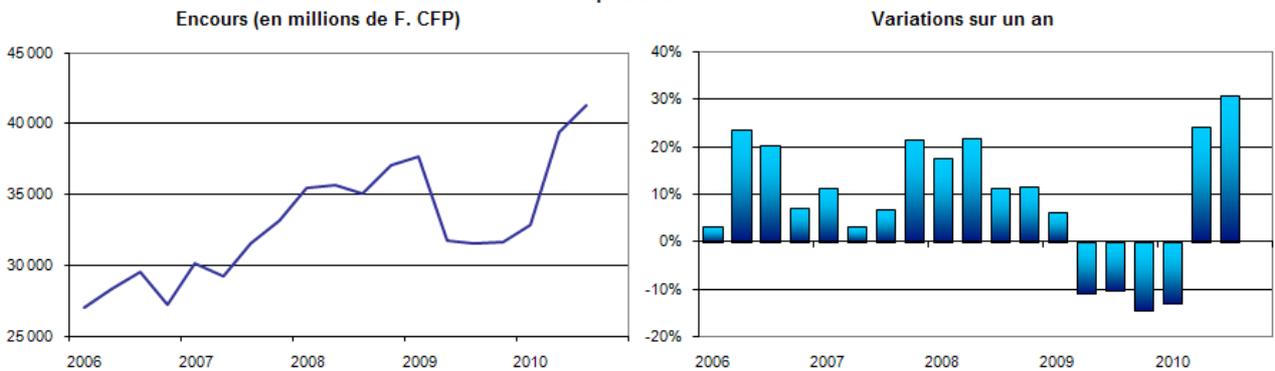
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme



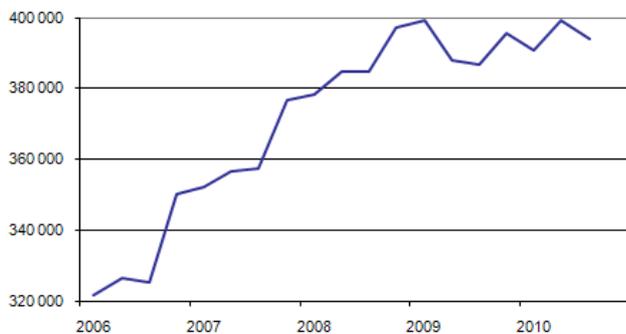
Conjoncture financière et bancaire

1.3. Les avoirs par nature

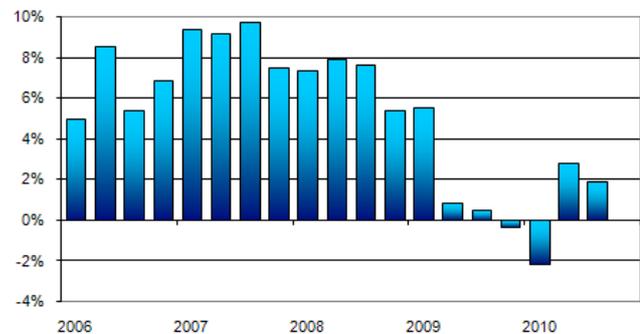
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	308 782	325 556	357 405	384 653	386 682	395 742	390 628	399 029	393 994	-1,3%	1,9%	
Dépôts à vue	116 457	124 053	132 364	135 697	149 923	159 031	155 183	158 774	152 409	-4,0%	1,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	88 166	83 221	77 947	70 631	116 649	120 965	123 238	123 908	122 904	-0,8%	5,4%	
<i>Livrets ordinaires</i>	76 558	71 139	66 021	59 003	104 256	108 174	109 515	110 003	108 981	-0,9%	4,5%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	251	237	207	200	215	221	227	224	221	-1,4%	2,8%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	11 200	11 846	11 720	11 428	12 178	12 570	13 496	13 681	13 702	0,2%	12,5%	
Dépôts à terme	78 851	106 750	136 752	165 817	111 718	108 024	105 891	111 979	114 579	2,3%	2,6%	
Bons de caisse	12 220	9 284	7 720	10 086	7 703	6 091	5 223	3 985	3 649	-8,4%	-52,6%	
Titres de créances négociables	13 088	2 248	2 623	2 423	688	1 631	1 093	383	452	18,1%	-34,3%	
Epargne hors zone d'émission	83 976	87 629	93 928	85 877	81 747	82 546	86 769	91 076	90 700	-0,4%	11,0%	
<i>Actions</i>	2 629	2 783	3 021	1 968	2 655	2 862	3 028	2 705	2 827	4,5%	6,5%	
<i>Obligations</i>	3 001	1 745	576	248	2 446	2 756	2 764	3 094	3 118	0,8%	ns	
<i>OPCVM monétaires</i>	11 574	14 419	14 908	16 812	8 650	6 976	6 399	9 851	5 938	-39,7%	-31,4%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	30 144	28 727	31 118	19 956	18 882	19 052	19 558	19 257	19 691	2,3%	4,3%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	36 628	39 955	44 305	46 892	49 114	50 899	55 020	56 168	59 127	5,3%	20,4%	
TOTAL	392 757	413 185	451 333	470 531	468 429	478 287	477 397	490 105	484 694	-1,1%	3,5%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

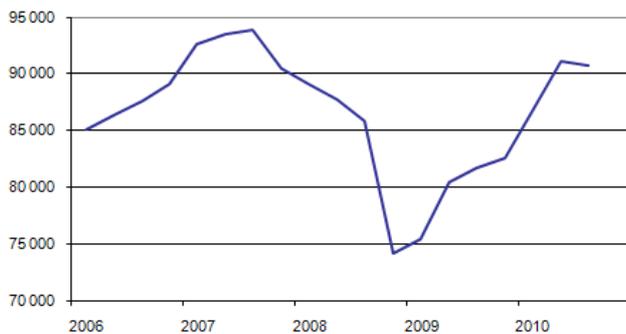


Variations sur un an

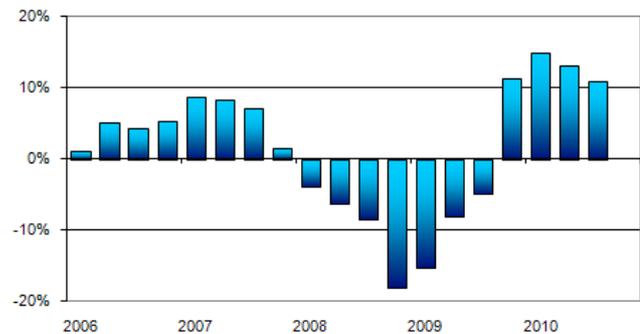


Epargne HZE

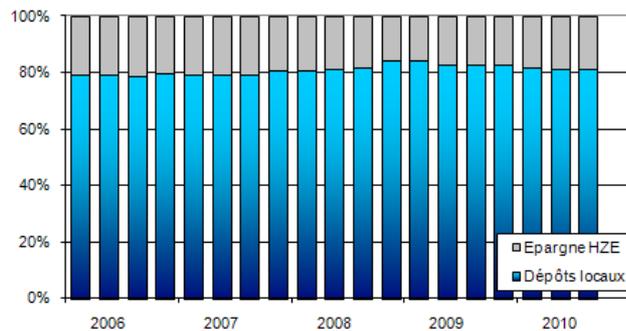
Encours (en millions de F. CFP)



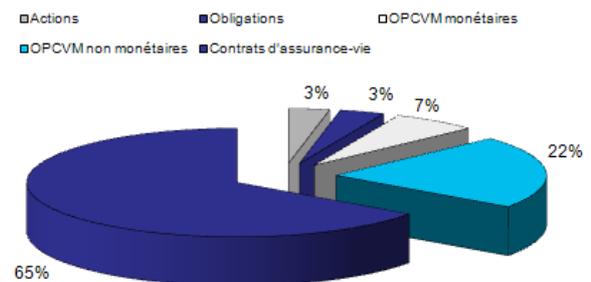
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE sept-10



Conjoncture financière et bancaire

2. L'endettement des agents économiques

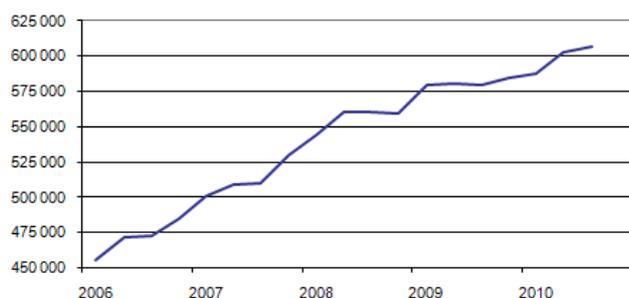
Remarque liminaire : L'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) à compter de l'arrêté de juin 2010 a conduit à une révision partielle (de juin 2009 à mars 2010) des données relatives aux encours de crédit.

2.1. L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

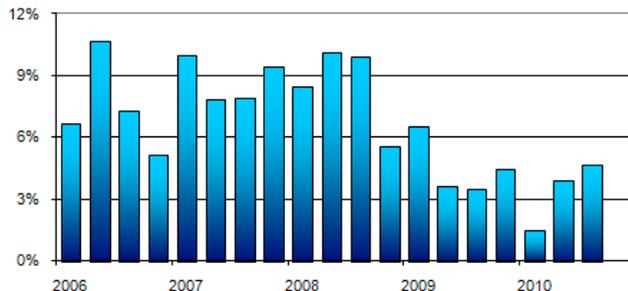
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
Entreprises	146 975	159 808	175 197	191 375	188 053	181 695	191 565	193 160	192 572	-0,3%	2,4%
Crédits d'exploitation	61 162	67 118	74 312	76 651	81 540	79 556	91 213	94 072	95 070	1,1%	16,6%
Créances commerciales	3 323	4 298	4 615	4 510	3 353	3 780	3 422	3 323	2 989	-10,1%	-10,9%
Crédits de trésorerie	40 940	33 179	36 842	43 241	40 848	42 840	49 920	49 787	47 544	-4,5%	16,4%
dont entrepreneurs individuels	5 557	5 517	5 321	4 488	4 235	4 055	3 979	3 693	4 233	14,6%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	16 899	29 641	32 854	28 900	37 339	32 937	37 871	40 962	44 537	8,7%	19,3%
Crédits d'investissement	54 331	55 520	65 609	68 424	70 422	68 032	66 211	66 470	65 355	-1,7%	-7,2%
Crédits à l'équipement	51 915	53 320	61 482	66 270	68 624	66 166	64 423	64 818	63 864	-1,5%	-6,9%
dont entrepreneurs individuels	5 067	4 871	5 664	5 820	5 456	5 614	5 385	5 461	5 186	-5,0%	-5,0%
Crédit-bail	2 416	2 200	4 127	2 155	1 798	1 866	1 788	1 652	1 491	-9,8%	-17,1%
Crédits à l'habitat	11 586	13 312	14 539	19 661	21 777	19 876	19 651	18 716	18 708	0,0%	-14,1%
Autres crédits	19 895	23 857	20 737	26 639	14 315	14 230	14 491	13 902	13 438	-3,3%	-6,1%
Ménages	206 489	222 286	242 081	259 757	267 276	270 572	267 637	266 939	267 632	0,3%	0,1%
Crédits à la consommation	82 082	86 779	94 802	103 163	102 129	103 171	99 992	98 819	99 016	0,2%	-3,0%
Crédits de trésorerie	72 628	78 058	85 916	94 796	94 967	96 148	93 389	92 363	92 692	0,4%	-2,4%
Comptes ordinaires débiteurs	5 082	5 929	5 821	5 309	4 686	4 668	4 349	4 319	4 333	0,3%	-7,5%
Crédit-bail	4 372	2 792	3 066	3 058	2 477	2 355	2 254	2 137	1 991	-6,8%	-19,6%
Crédits à l'habitat	118 819	127 566	139 300	149 504	158 536	160 832	161 121	162 027	162 549	0,3%	2,5%
Autres crédits	5 588	7 942	7 980	7 090	6 611	6 569	6 524	6 094	6 067	-0,4%	-8,2%
Collectivités locales	61 286	61 887	61 157	72 888	81 232	84 599	80 935	87 066	87 958	1,0%	8,3%
Crédits d'exploitation	2 838	2 275	2 901	4 525	1 119	993	559	741	662	-10,6%	-40,8%
Crédits de trésorerie	2 828	2 214	2 757	3 126	1 030	909	408	706	554	-21,5%	-46,2%
Comptes ordinaires débiteurs	10	61	143	1 399	89	84	151	35	108	208,8%	20,7%
Crédits d'investissement	55 094	55 263	55 215	65 482	77 509	81 179	77 966	83 852	84 868	1,2%	9,5%
Crédits à l'équipement	55 094	55 263	55 215	65 478	77 505	81 176	77 963	83 852	84 868	1,2%	9,5%
Crédit-bail	0	0	0	4	3	3	3	0	0		-100,0%
Crédits à l'habitat	0	1 197	1 833	1 794	1 805	1 760	1 758	1 757	1 755	-0,1%	-2,8%
Autres crédits	3 354	3 152	1 209	1 086	799	666	651	716	672	-6,1%	-15,9%
Autres agents de CCB non ventilés	3 456	5 848	6 772	7 731	6 533	7 976	6 243	10 299	10 440	1,4%	59,8%
Total encours sain	418 205	449 829	485 207	531 751	543 094	544 842	546 380	557 464	558 602	0,2%	2,9%
Créances douteuses brutes	18 846	22 743	24 766	28 826	37 217	40 117	42 141	46 060	48 925	6,2%	31,5%
Créances douteuses nettes	6 192	9 183	8 875	12 760	17 017	17 832	19 255	21 829	23 490	7,6%	38,0%
dont entreprises	3 108	4 645	3 820	7 525	10 402	11 999	12 384	15 077	17 146	13,7%	64,8%
dont ménages	3 197	4 879	5 179	5 406	6 002	5 674	6 187	5 892	5 574	-5,4%	-7,1%
Provisions	12 654	13 561	15 892	16 066	20 200	22 285	22 886	24 231	25 436	5,0%	25,9%
Total encours brut	440 382	472 573	509 973	560 577	579 998	584 627	588 144	603 154	607 155	0,7%	4,7%
Taux de créances douteuses	4,3%	4,8%	4,9%	5,1%	6,4%	6,9%	7,2%	7,6%	8,1%	0,4 pt	1,6 pt
Taux de provisionnement	67,1%	59,6%	64,2%	55,7%	54,3%	55,6%	54,3%	52,6%	52,0%	-0,6 pt	-2,3 pts

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

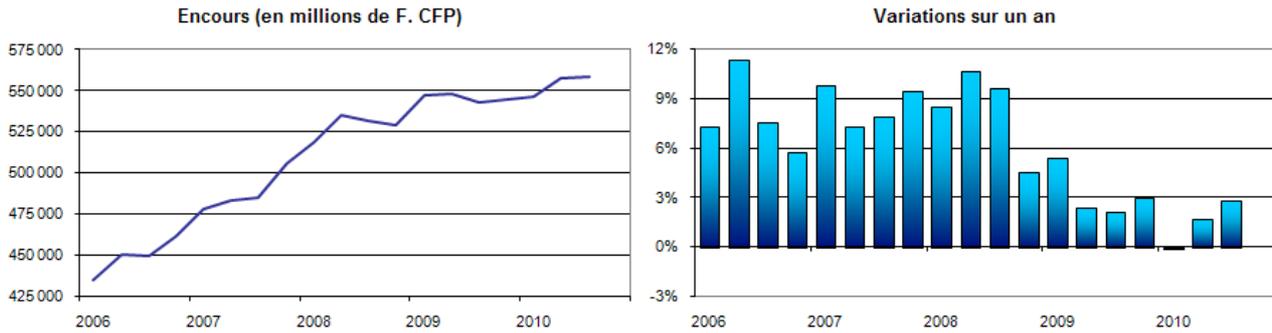


Variations sur un an



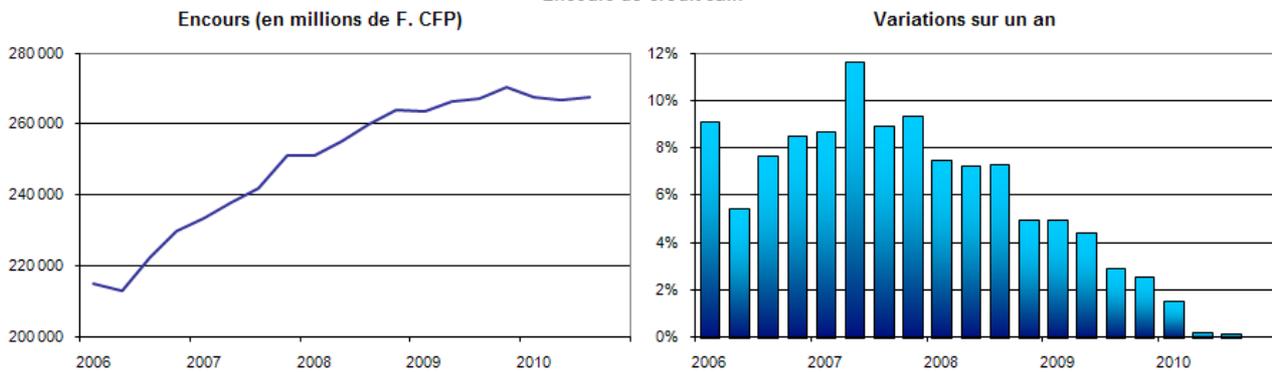
Conjoncture financière et bancaire

Encours de crédit sain

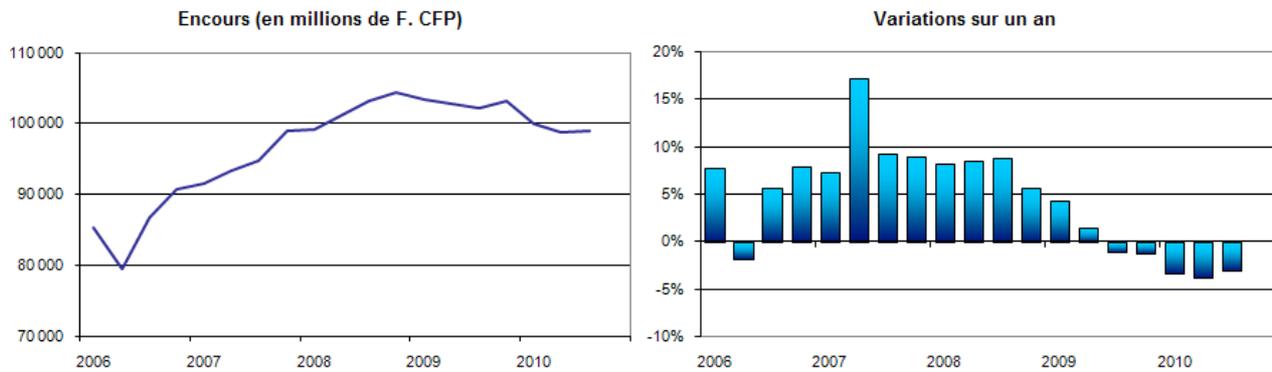


L'endettement des ménages

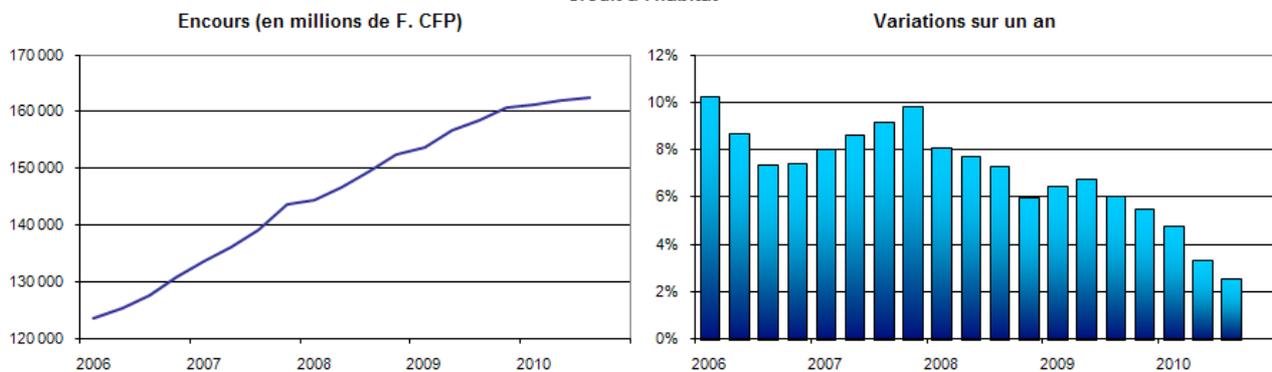
Encours de crédit sain



Crédit à la consommation

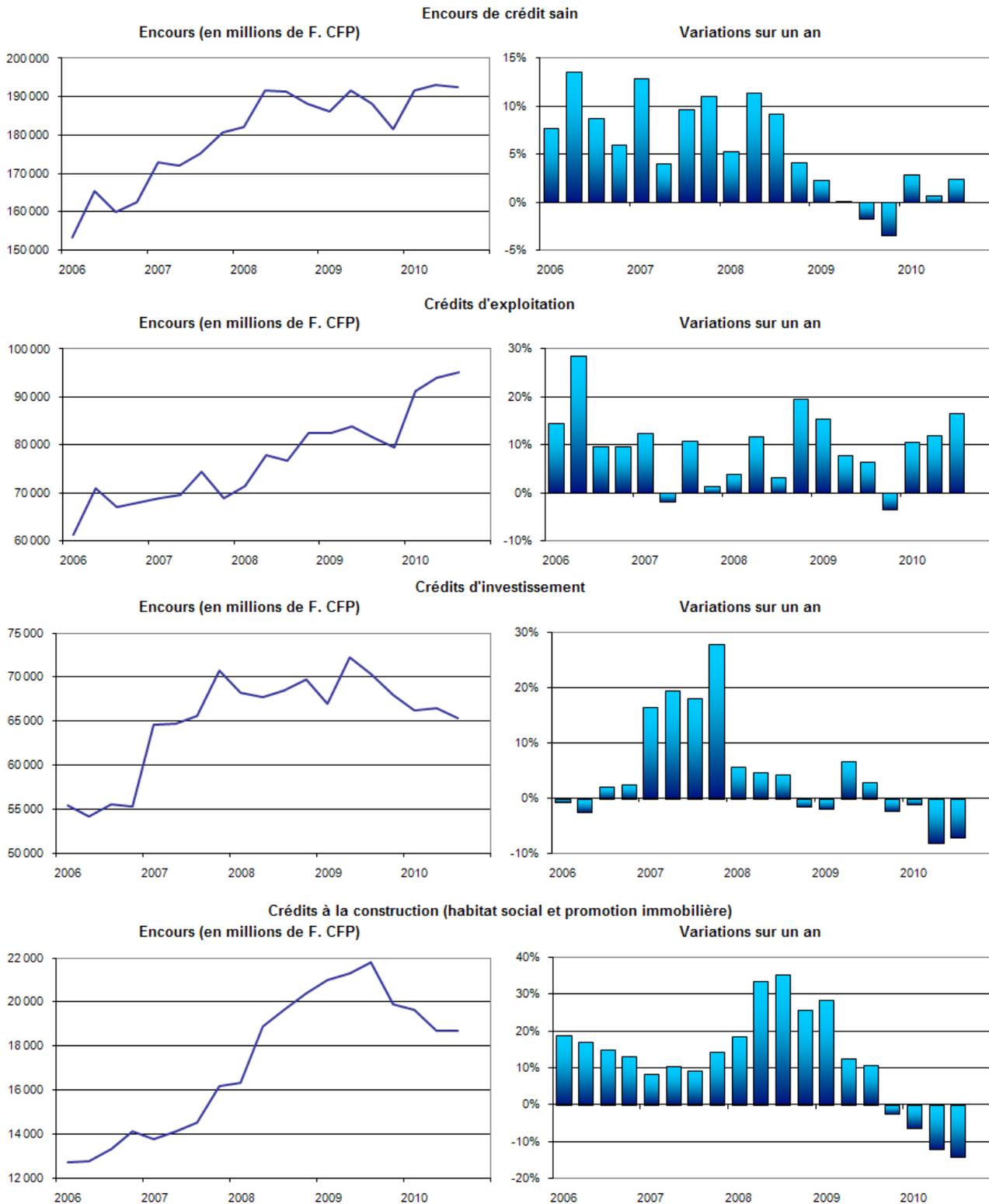


Crédit à l'habitat

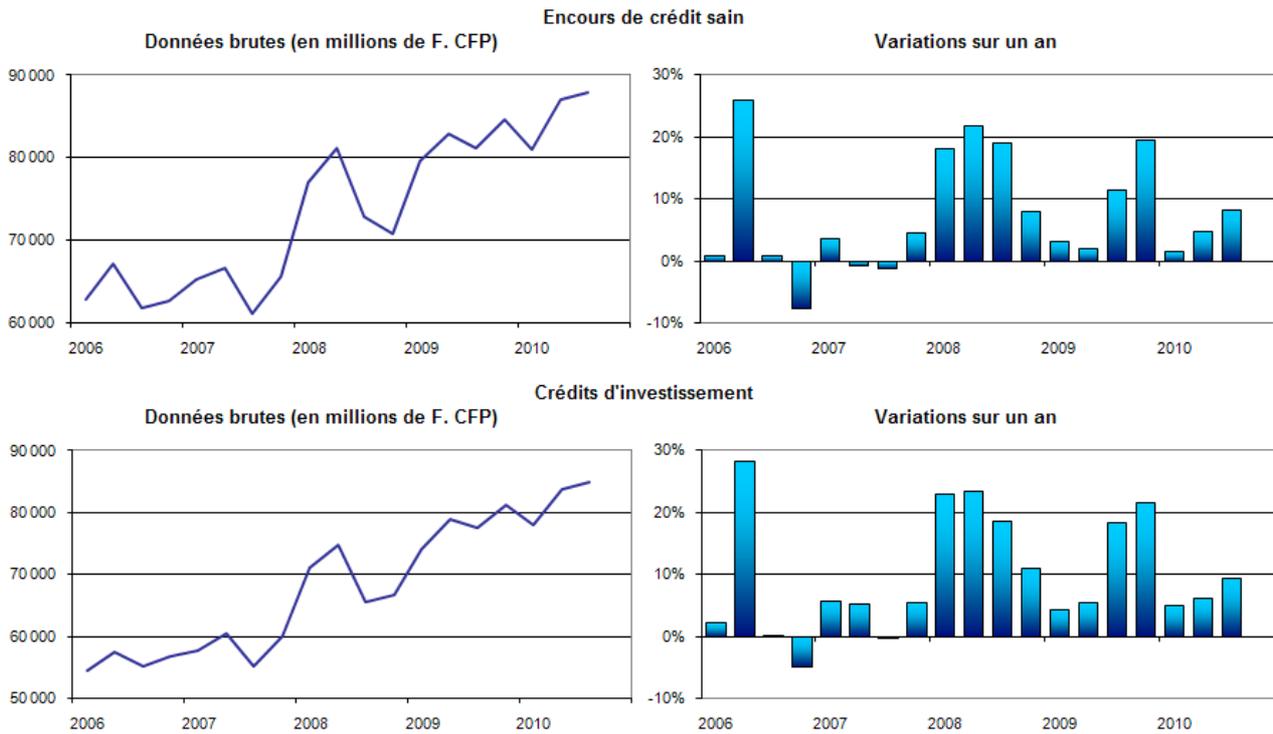


Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



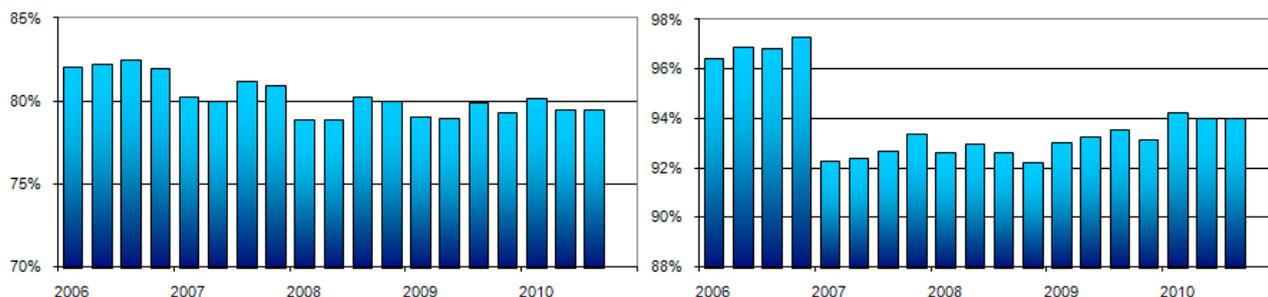
Conjoncture financière et bancaire

2.2. L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

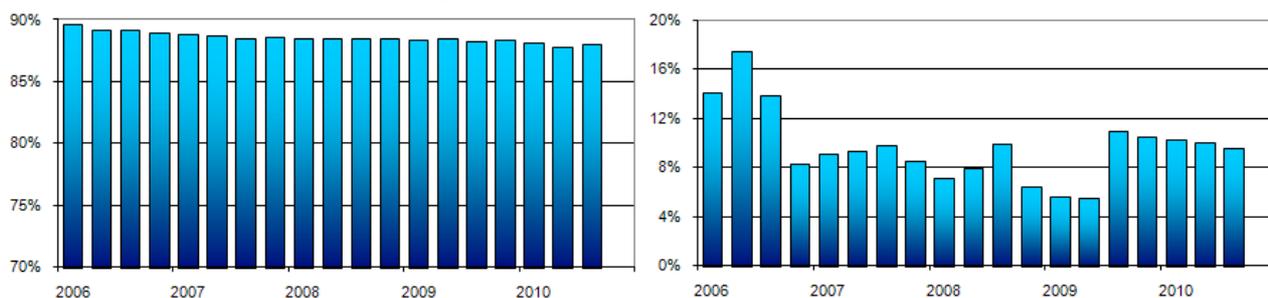
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
Entreprises	140 834	154 729	162 412	177 320	175 898	169 223	180 555	181 645	181 053	-0,3%	2,9%
Crédits d'exploitation	61 162	67 053	74 070	76 336	81 427	79 122	91 024	93 886	94 874	1,1%	16,5%
<i>Créances commerciales</i>	3 323	4 298	4 615	4 510	3 353	3 780	3 422	3 323	2 989	-10,1%	-10,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 940	33 114	36 670	43 115	40 848	42 791	49 920	49 787	47 544	-4,5%	16,4%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 557	5 517	5 321	4 488	4 235	4 055	3 979	3 693	4 233	14,6%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16 899	29 641	32 785	28 711	37 226	32 551	37 682	40 777	44 341	8,7%	19,1%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits d'investissement	49 134	51 268	53 664	55 126	58 658	56 230	55 581	55 333	54 225	-2,0%	-7,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	46 717	49 068	51 673	53 333	57 160	54 660	54 086	53 970	53 020	-1,8%	-7,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 067	4 871	5 652	5 805	5 451	5 590	5 382	5 457	5 163	-5,4%	-5,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 416	2 200	1 991	1 793	1 497	1 570	1 495	1 363	1 205	-11,6%	-19,5%
Crédits à l'habitat	11 586	13 312	14 539	19 661	21 777	19 876	19 651	18 716	18 708	0,0%	-14,1%
Autres crédits	18 952	23 096	20 138	26 196	14 037	13 995	14 298	13 710	13 246	-3,4%	-5,6%
Ménages	185 317	198 216	214 380	229 749	236 050	239 060	235 815	234 475	235 516	0,4%	-0,2%
Crédits à la consommation	78 623	83 115	90 556	98 509	97 112	97 970	94 678	93 455	93 602	0,2%	-3,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	69 169	74 394	81 670	90 142	89 950	90 947	88 074	86 999	87 278	0,3%	-3,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 082	5 929	5 821	5 309	4 686	4 668	4 349	4 319	4 333	0,3%	-7,5%
<i>Crédit-bail</i>	4 372	2 792	3 066	3 058	2 477	2 355	2 254	2 137	1 991	-6,8%	-19,6%
Crédits à l'habitat	101 124	107 159	115 844	124 150	132 327	134 521	134 614	134 927	135 847	0,7%	2,7%
Autres crédits	5 570	7 942	7 980	7 090	6 611	6 569	6 524	6 094	6 067	-0,4%	-8,2%
Collectivités locales	8 331	8 567	6 008	7 226	8 876	8 901	8 333	8 706	8 387	-3,7%	-5,5%
Crédits d'exploitation	2 838	2 275	2 901	3 697	1 119	993	559	741	662	-10,6%	-40,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 828	2 214	2 757	2 297	1 030	909	408	706	554	-21,5%	-46,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	10	61	143	1 399	89	84	151	35	108	208,8%	20,7%
Crédits d'investissement	3 410	4 193	2 701	3 058	7 366	7 561	7 444	7 572	7 377	-2,6%	0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 410	4 193	2 701	3 058	7 366	7 561	7 444	7 572	7 377	-2,6%	0,1%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	73	70	72	70	69	67	66	-2,6%	-8,2%
Autres crédits	2 083	2 099	334	401	319	276	261	326	282	-13,4%	-11,6%
Autres agents de CCB non ventilés	3 456	5 848	6 772	7 301	6 098	7 813	5 832	9 888	10 029	1,4%	64,5%
Total encours sain	337 937	367 361	389 571	421 595	426 922	424 996	430 535	434 714	434 985	0,1%	1,9%
Créances douteuses brutes	18 846	22 743	24 686	28 443	36 778	39 268	41 252	45 111	48 057	6,5%	30,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6 192	9 183	8 794	12 487	16 688	17 093	18 476	20 991	22 731	8,3%	36,2%
<i>dont entreprises</i>	3 089	4 451	3 735	7 252	10 386	11 593	11 981	15 077	17 146	13,7%	65,1%
<i>dont ménages</i>	2 944	4 539	4 890	5 203	5 689	5 342	5 810	5 892	5 574	-5,4%	-2,0%
<i>Provisions</i>	12 654	13 561	15 892	15 956	20 090	22 175	22 776	24 121	25 326	5,0%	26,1%
Total encours brut	360 114	390 104	414 257	450 038	463 700	464 264	471 786	479 825	483 042	0,7%	4,2%
Taux de créances douteuses	5,3%	5,8%	6,0%	6,3%	7,9%	8,5%	8,7%	9,4%	9,9%	0,5 pt	2 pts
Taux de provisionnement	67,1%	59,6%	64,4%	56,1%	54,6%	56,5%	55,2%	53,5%	52,7%	-0,8 pt	-1,9 pt

Conjoncture financière et bancaire

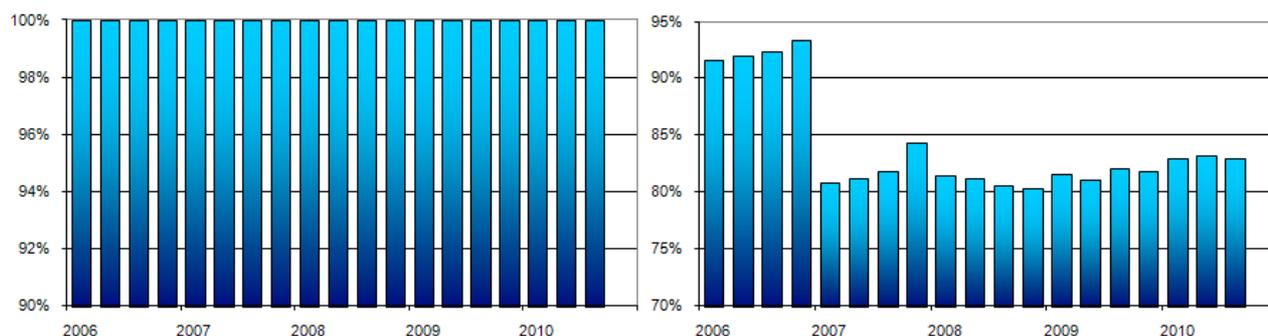
Parts de marché des établissements installés localement
Encours de crédit brut total Encours de crédit aux entreprises



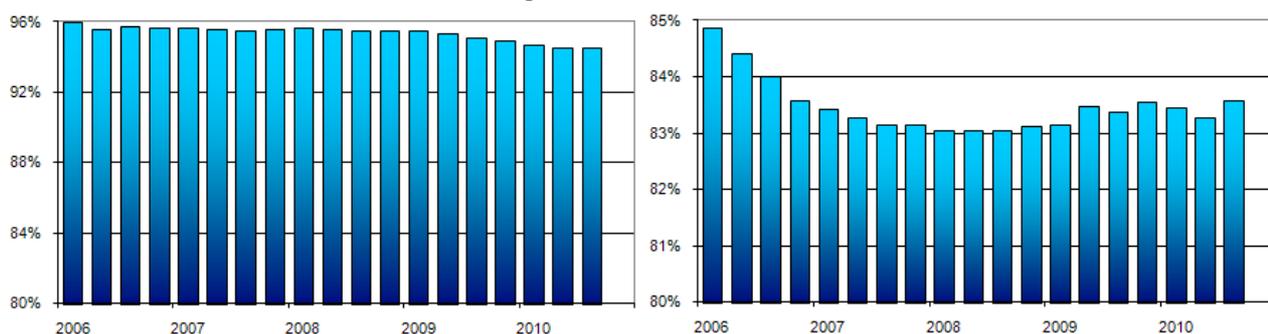
Encours de crédit aux ménages Encours de crédit aux collectivités locales



Parts de marché des établissements installés localement
Encours de crédit à la construction des entreprises Encours de crédit d'équipement des entreprises



Encours de crédit à la consommation des ménages Encours de crédit à l'habitat des ménages

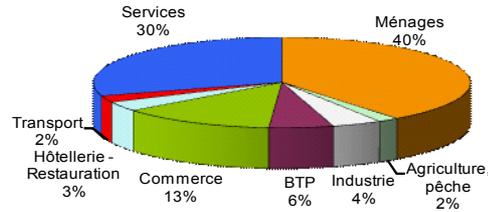


2.3. Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an	
Cotation												
Nombre d'entreprises cotées	4 276	4 474	4 887	4 392	4 521	4 670	4 792	4 960	5 651	13,9%	25,0%	
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 587	1 577	1 569	1 316	1 571	1 650	1 744	1 464	1 573	7,4%	0,1%	
Taux d'éligibilité	37%	35%	32%	30%	35%	35%	36%	30%	28%	-	-	
Refinancement	7 654	6 962	6 225	5 172	5 321	4 458	3 827	3 899	2 408	-38,2%	-54,7%	
Engagements à court terme	2 411	2 222	2 356	2 219	2 803	2 188	2 409	2 376	1 152	-51,5%	-58,9%	
Engagements à moyen terme	5 243	4 740	3 869	2 953	2 518	2 270	1 418	1 523	1 256	-17,5%	-50,1%	

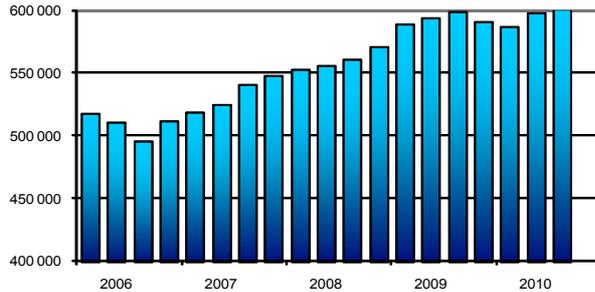
3. Les engagements sectoriels¹

Répartition des engagements par secteur au 30 septembre 2010

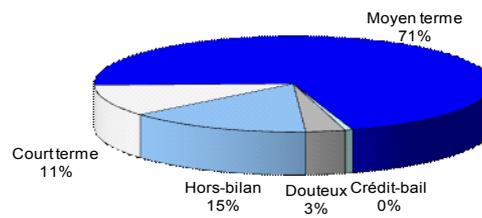


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

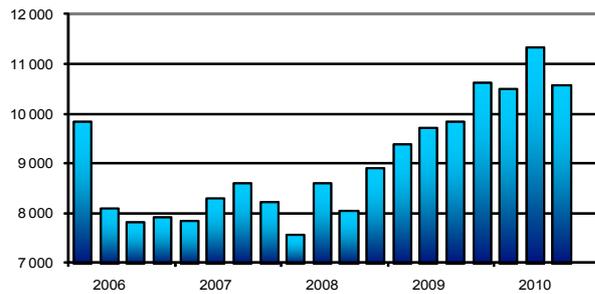


Structure en %

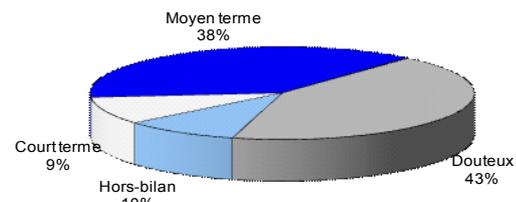


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

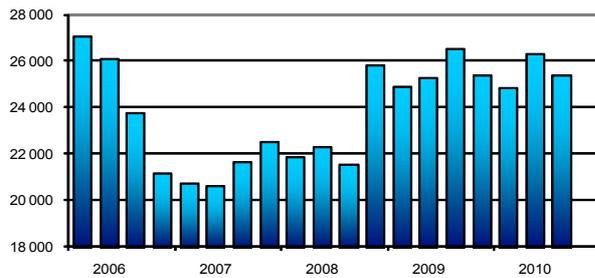


Structure en %

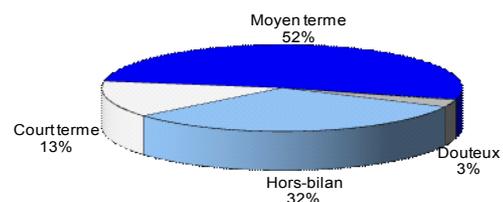


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

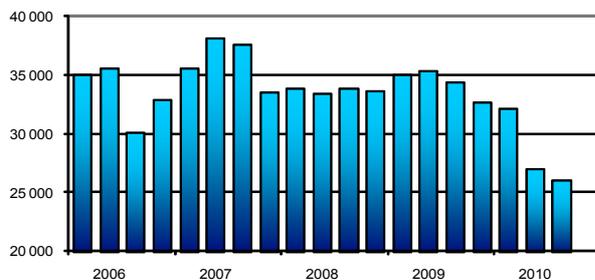


Structure en %

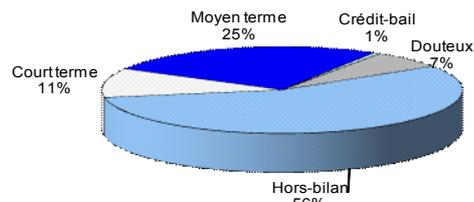


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



Structure en %

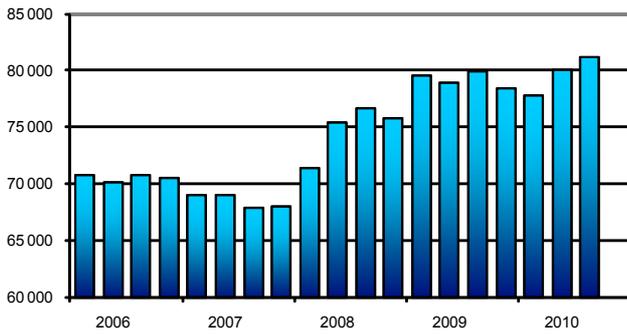


¹ Les données issues du Service central des Risques (SCR) de l'IEOM ont fait l'objet de révisions statistiques en raison de la mise en place d'une nouvelle nomenclature d'activités (NAF 2008) ayant entraîné le reclassement d'une partie des entreprises dans de nouveaux secteurs d'activité. Afin d'obtenir des séries homogènes, une rétroprojection des données a été effectuée selon la nouvelle nomenclature depuis le premier trimestre 2006.

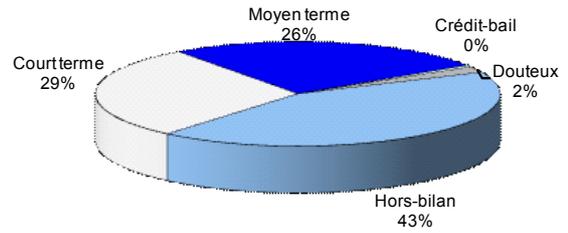
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

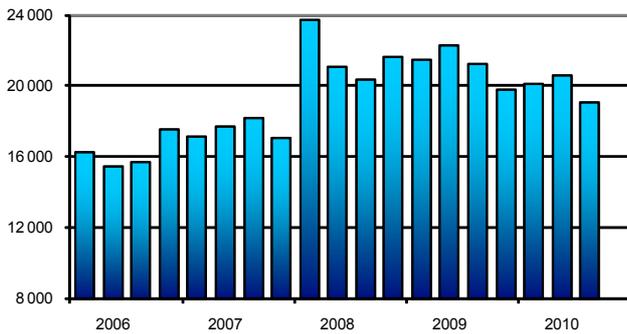


Structure en %

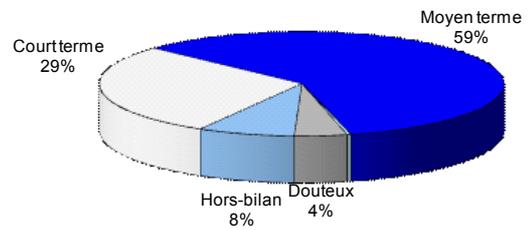


HOTELLERIE - RESTAURATION

Encours (en millions de F. CFP)

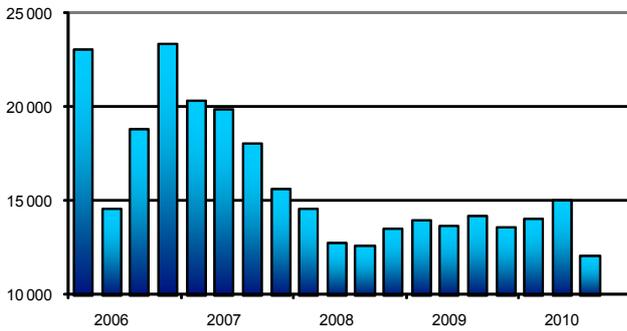


Structure en %

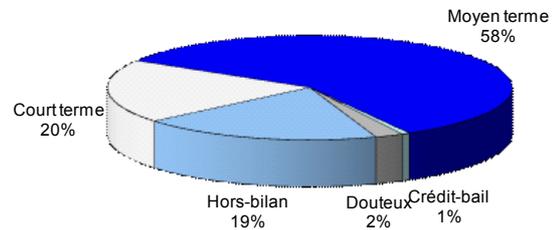


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

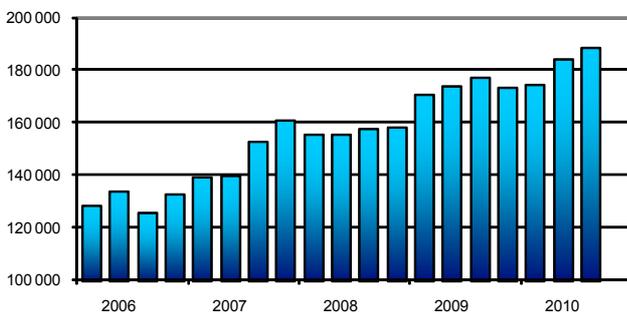


Structure en %

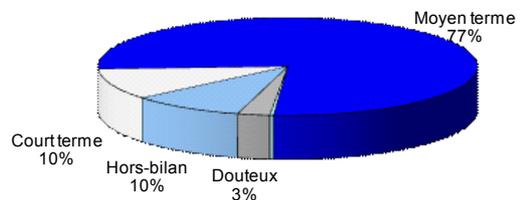


SERVICES

Encours (en millions de F. CFP)

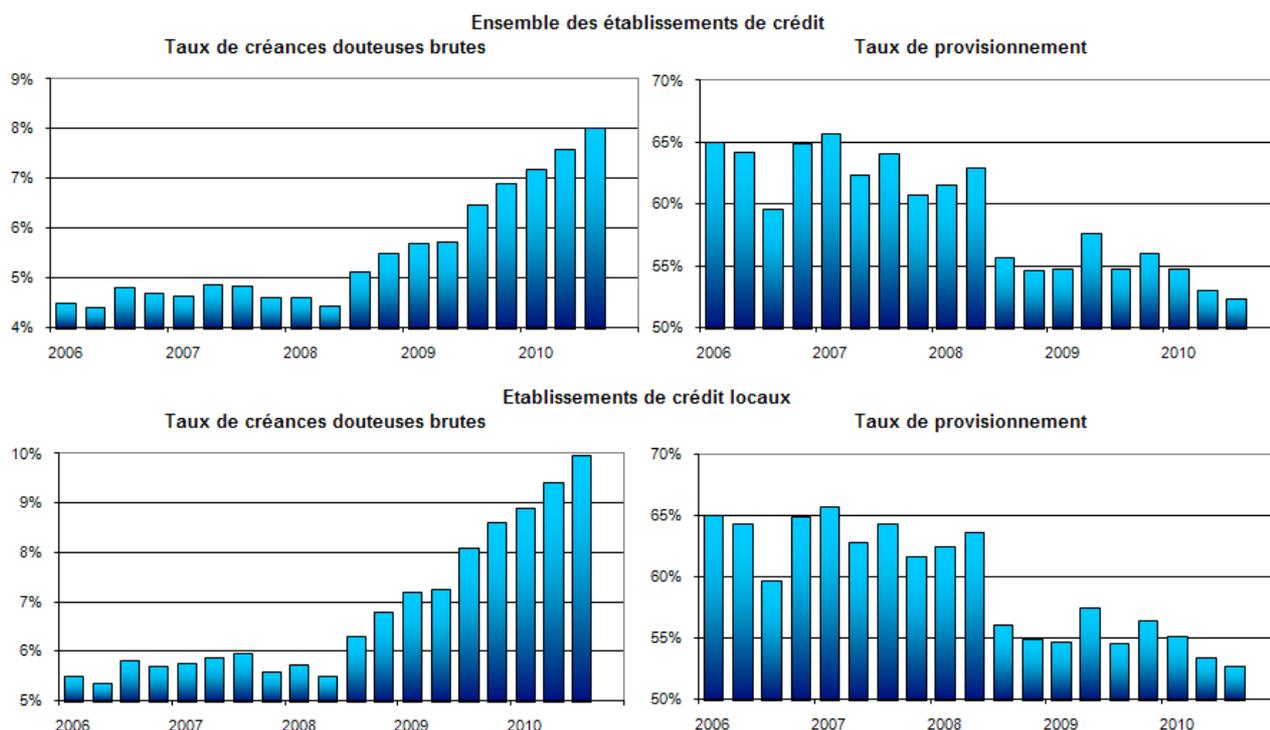


Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

4. Les indicateurs de vulnérabilité



5. Les échanges de valeurs

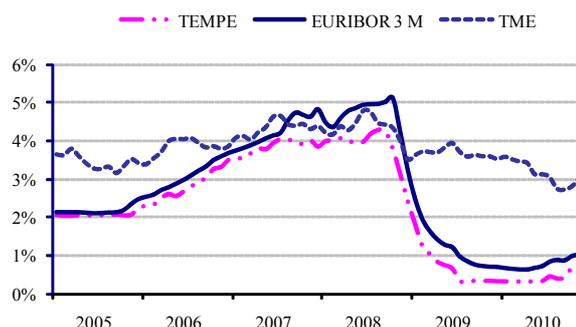
Echanges de valeurs	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Variations					
	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2010	2010	2010	1 trim	1 an
En nombre	2 998 085	2 988 823	3 132 669	3 117 717	3 138 550	3 269 561	2 875 712	2 896 451	2 976 689	2,8%	-5,2%
Chèques	1 568 262	1 575 900	1 523 533	1 481 028	1 428 365	1 494 820	1 351 047	1 350 796	1 388 708	2,8%	-2,8%
Virements	373 283	375 760	423 901	447 716	480 511	512 323	449 271	493 321	488 097	-1,1%	1,6%
Effets et avis de prélèvements	410 910	366 355	455 475	438 802	459 137	427 910	340 152	303 294	337 296	11,2%	-26,5%
Opérations monétiques	597 403	617 223	679 136	704 609	723 388	792 854	708 632	723 104	735 991	1,8%	1,7%
Autres	48 227	53 585	50 624	45 562	47 149	41 654	26 610	25 936	26 597	2,5%	-43,6%
En millions de F CFP	266 342	269 065	285 429	295 110	285 780	311 031	268 412	257 677	287 363	11,5%	0,6%
Chèques	134 703	134 308	138 925	136 058	126 266	133 269	121 792	103 997	120 471	15,8%	-4,6%
Virements	111 135	111 520	123 644	135 303	135 590	153 322	123 523	131 664	144 251	9,6%	6,4%
Effets et avis de prélèvements	12 794	13 554	14 408	15 056	15 629	15 464	14 786	14 062	14 540	3,4%	-7,0%
Opérations monétiques	5 592	6 975	6 470	6 566	6 626	7 377	6 377	6 484	6 623	2,1%	-0,1%
Autres	2 119	2 708	1 982	2 126	1 670	1 599	1 933	1 470	1 479	0,6%	-11,4%

6. Rappel des taux

6.1. Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%

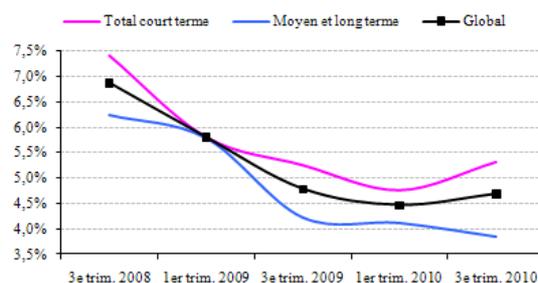
6.2. Les principaux taux de marché



Conjoncture financière et bancaire

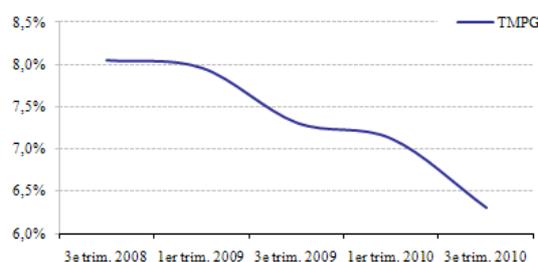
6.3. Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	Variation annuelle
Total court terme	7,40%	5,81%	5,26%	4,77%	5,32%	6 pb
Moyen et long terme	6,24%	5,79%	4,23%	4,12%	3,85%	-38 pb
Global	6,87%	5,80%	4,78%	4,46%	4,68%	-10 pb



6.4. Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	Variation annuelle
Prêts immobiliers	6,20%	6,03%	5,54%	5,23%	4,97%	-57 pb
Prêts immobiliers	6,41%	6,63%	5,65%	-	-	-
Prêts personnels <181920 FC FP	13,50%	12,00%	12,68%	13,29%	12,49%	-19 pb
Découverts	9,99%	9,97%	9,64%	9,25%	8,55%	-109 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	8,43%	8,55%	7,78%	8,08%	6,88%	-90 pb
TMPG	8,05%	7,96%	7,31%	7,12%	6,30%	-101 pb



6.5. Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2010	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%
- Prêts à taux variable	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%
- Prêts relais	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%
Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	<i>1er trim. 2010</i>	<i>2e trim. 2010</i>	<i>3e trim. 2010</i>	<i>4e trim. 2010</i>	<i>1er trim. 2011</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%	9,53%	9,27%	9,05%	8,01%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,53%	5,32%	4,99%	5,09%	4,97%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,61%	5,75%	6,25%	5,79%	5,65%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,71%	5,73%	5,93%	5,60%	5,63%
Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	<i>1er trim. 2010</i>	<i>2e trim. 2010</i>	<i>3e trim. 2010</i>	<i>4e trim. 2010</i>	<i>1er trim. 2011</i>
Découverts en compte	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 14 février 2011
Dépôt légal : février 2011 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03